

**40e journée internationale des  
droits des femmes - Intervention de  
M. Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international**  
(Paris, 08 mars 2017)

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Madame la Procureur de la Cour pénale internationale,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Tout d'abord, je veux vous dire ma joie de vous accueillir ici au Quai d'Orsay, au ministère des affaires étrangères pour cet événement en faveur des droits des femmes, parce qu'agir pour les droits des femmes, c'est d'abord une exigence démocratique, c'est un combat pour l'émancipation et c'est un devoir qui nous oblige. C'est aussi s'inscrire dans une histoire commune, faite d'avancées historiques mais aussi de menaces, de régressions et d'espoir pour les générations à venir. En effet, quand la situation des femmes progresse, c'est toute la société qui avance.

Le gouvernement français est pleinement mobilisé pour cette cause et je voudrais tout particulièrement saluer la détermination de Laurence Rossignol et de ses équipes qui, chaque jour, oeuvrent pour que ces droits évoluent, y compris en France où nous ne devons pas non plus nous reposer sur nos acquis, mais bien intensifier nos efforts en faveur de tous les droits de toutes les femmes.

L'état des droits de l'Homme et des droits des femmes permet de prendre le pouls du XXIème siècle et de regarder le monde en face, sans détourner les yeux devant ses aspects les plus sombres. Derrière cette cause essentielle qu'est le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, il y a des prénoms et des histoires individuelles qui résonnent à nos oreilles comme autant d'appels à prendre ces défis à bras le corps.

Elles s'appellent Nadia, Lamyia ou Farida et des barbares de Daech ont volé leur jeunesse et leur intégrité en les transformant en esclaves sexuelles. Celles qui ont pu s'échapper se battent désormais pour la liberté de leurs soeurs et de leurs frères qui demeurent prisonniers de véritables tyrans. Elles s'appellent Fatou, Maryam ou Aminata et elles sont mortes en donnant naissance à leur sixième enfant. Elles s'appellent Natalia, Hanna ou Agnieszka et luttent chaque jour pour conserver le droit à l'avortement. Leur prénom est Zahra, Amal ou Duna. Elles n'ont pas le droit de conduire, d'ouvrir un compte en banque ou de se marier sans autorisation. Elles se nomment Mathilde, Isabelle ou Chloé et sont mortes sous les coups impitoyables de leurs conjoints.

Chaque jour, partout dans le monde, les droits des femmes sont bafoués. Au courage de ces femmes, nous ne pouvons répondre par la lâcheté du silence. Leur défense participe des principes et des valeurs humanistes et universalistes de la France qui sont à la base de son combat à l'échelle internationale.

Ce sont ces principes et ces valeurs qui sont aujourd'hui remis en cause par Daech et pointés comme autant de péchés occidentaux. Je ne crois pas en une conception des spécificités culturelles, qui remet en cause l'universalité des valeurs de dignité, de liberté et d'altérité. Je crois, au contraire, en une communauté de valeurs attachées à la démocratie, aux droits de l'Homme, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la promotion de la diversité culturelle, au développement durable et au multilatéralisme.

Le premier des droits fondamentaux, c'est l'égalité en dignité et en droits de tous les êtres humains. Les femmes et les hommes sont des citoyens libres et égaux en droits, ainsi que le veut notre Constitution, ainsi que l'exigent les valeurs de notre République, et la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce droit est au fondement même de l'action de la France.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux que cette rencontre ait rassemblé autant de monde. C'est la preuve que les droits des femmes et notamment la lutte contre les violences faites aux femmes mobilisent de plus en plus de personnes en France. Ma conviction, c'est que face aux violences, qu'elles soient physiques ou morales, visibles ou symboliques, la seule réponse possible est celle de la mobilisation générale. C'est le sens de cette journée du 8 mars.

Dans un contexte international difficile et surtout incertain, deux thèmes ont été retenus pour cet après-midi de débats : les droits sexuels et reproductifs et les violences faites aux femmes. Sur ces deux thèmes, notre état des lieux doit être lucide et sans complaisance.

Dans le monde, 35% de femmes ont été victimes de violences physiques ou sexuelles au cours de leurs vies.

En Russie une loi dépénalisant les violences domestiques, appliquée depuis le 25 janvier 2017, réduit l'arsenal juridique et les peines encourues par les agresseurs. Les violences commises

dans le cercle familial ne sont punies que par une simple amende.

L'acceptation de cette violence domestique à l'égard des femmes est très répandue. Une étude réalisée en 2010 dans 10 États membres de l'Union européenne révèle qu'en moyenne, 52% des personnes interrogées considèrent le comportement des femmes comme la cause de cette violence.

Quant aux violations des droits sexuels et reproductifs, elles sont encore largement répandues. Au cours des dix prochaines années, 30 millions de femmes risquent d'être victimes de mutilations sexuelles. Le droit à l'avortement cristallise les oppositions, mais les dissensions portent également sur l'éducation sexuelle, la famille et les questions liées à l'orientation sexuelle, les violences sexuelles, l'accès à la contraception et l'accès aux soins de santé lors de la maternité. Au sein même de l'Union européenne, certains États remettent en cause les références à la promotion de ces droits qui sont pourtant dans les textes européens et qui sont l'une des conditions d'adhésion à l'Union européenne.

Les évolutions dans certains pays suscitent l'inquiétude de la France et pas seulement. Elles nous montrent, heureusement, que nous ne sommes pas à l'abri d'un retour en arrière de 40 ans et que nous devons demeurer vigilants et mobilisés. Et, ce n'est pas, en ce qui concerne la France, pour être donneuse de leçons que la France s'inquiète de cette situation, mais parce qu'elle croit profondément en l'égalité entre les femmes et les hommes.

En matière de violences faites aux femmes comme sur la question des droits sexuels et reproductifs, la France agit. Elle agit et s'engage avec détermination et ténacité.

En juillet 2014, notre pays a ratifié la convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, que nous avons contribué à faire adopter. Nous mobilisons les États membres de l'Union européenne pour qu'ils ratifient ce Traité.

À l'Assemblée générale des Nations unies, nous avons fait adopter une résolution sur l'intensification des efforts pour l'élimination de toutes les violences faites aux femmes portant sur la question des violences domestiques, en particulier les violences commises au sein du couple et le viol conjugal.

La lutte contre les violences faites aux femmes dans la sphère privée figure parmi les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Notre action s'inspire du mouvement porté par la société civile, qui lutte depuis des décennies pour le droit des femmes à la contraception et à l'avortement, en particulier à travers des groupes tels que le mouvement de libération des femmes et le planning familial. Aucune femme ne doit risquer sa vie pour éviter une grossesse non désirée.

La France soutient le partenariat de Ouagadougou, qui agit pour renforcer l'accès des femmes aux méthodes modernes de contraception en Afrique de l'Ouest. Ce partenariat permet de

rassembler tous les acteurs impliqués en soutien aux États qui font de la planification familiale une priorité.

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Face aux maux auxquels les femmes sont confrontées, face à la nécessité de changer nos sociétés et nos mentalités, je le répète, la France s'engage. Elle le fait avec la conviction que les femmes doivent avoir accès à tous les moyens existants pour s'émanciper et conquérir leur autonomie.

L'action de la France passe par une stratégie globale, la stratégie «genre et développement» dont l'objectif est l'inclusion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques de solidarité internationale et de développement portées par la France.

Elle s'exprime aussi par des projets concrets. En Tunisie, nous aidons des femmes entrepreneurs par le vecteur de la microfinance et nous menons une campagne de communication contre les violences faites aux femmes dans les transports, pour favoriser leur mobilité. Au Sénégal, nous finançons un programme de formation professionnelle pour les jeunes filles et les femmes. En République démocratique du Congo, nous avons depuis 2008 financé vingt associations qui développent des projets agricoles avec des femmes. Nous tenons également à ce que les femmes puissent davantage participer à la vie publique de leurs pays. Dans la zone sahélienne, nous avons contribué à la construction d'infrastructures pour que les femmes puissent participer à la vie de la communauté, notamment en matière de justice.

En Syrie, nous avons favorisé la présence de femmes dans les délégations chargées de négocier. Nous travaillons aussi avec ONU-Femmes pour former à l'ENA et à Sciences Po des femmes fonctionnaires ou à fort potentiel issues de pays de la rive sud de la Méditerranée.

Je n'ai pas évoqué la question, pourtant cruciale, du plafond de verre et des inégalités salariales. Talentueuses et engagées, les femmes sont pourtant moins nombreuses que les hommes à occuper des responsabilités politiques. Elles sont également minoritaires dans l'univers du pouvoir économique, alors qu'elles ne sont pas moins performantes, loin s'en faut. Une étude menée par le cabinet Women Equity Partners à partir de données issues de 40.000 entreprises françaises montre qu'à taille équivalente les entreprises dirigées par les femmes ont une croissance et une rentabilité supérieures à celles conduites par des hommes.

C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement français auquel j'appartiens a fait de l'égalité entre hommes et femmes depuis 2012 une priorité, pour que les femmes accèdent aux fonctions et aux rémunérations qu'elles méritent, pour qu'elles n'aient plus à choisir entre vie professionnelle et vie familiale et pour qu'elles soient aussi libres que les hommes.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite conclure par une remarque personnelle qui correspond aussi à une conviction et à un engagement. Je suis un militant humaniste et donc féministe.

Il ne s'agit pas d'une posture morale. Il ne s'agit pas d'un combat dépassé. Je suis intimement convaincu que l'égalité entre les femmes et les hommes est une condition indispensable à la réussite du modèle français, du modèle républicain et, plus largement, de notre vie en société.

Lorsque l'on défend des valeurs humanistes, c'est-à-dire celles que proclament la France partout dans le monde, c'est ma mission en tant que ministre des affaires étrangères et c'est pourquoi en quelque sorte, je fais ce bilan de notre action, on défend partout aussi la cause des femmes. C'est un combat que nous menons ensemble, à chaque instant et partout dans le monde.

À ceux qui pensent, je profite de cet instant pour le dire, puisque je lis beaucoup de livres, de déclarations, mais aussi de textes critiques sur notre conception de la politique étrangère de la France, je voudrais leur dire que, mettre sous le boisseau notre conception des droits de l'Homme, ce n'est pas une bonne formule ni une bonne approche. Quand on veut opposer les intérêts de la France et les valeurs que sont justement celles de la France, il faut mener le combat de front. Nous avons des intérêts à défendre, nous avons une conception du monde à défendre et nous avons des fondamentaux, les droits de l'Homme, c'est-à-dire les droits des hommes et des femmes que nous devons défendre aussi.

Tout cela fonctionne ensemble et je n'y vois aucune contradiction, au contraire. C'est une force pour la France, c'est d'ailleurs ce qui fait sa réputation, c'est ce qui fait qu'elle est toujours attendue sur ces questions et, peut-être ou d'abord, parfois aussi pour cela. C'est aussi pourquoi nous devons être ambitieux et fidèles à ce que nous représentons.

Encore une fois, je vous le dis, je suis heureux de pouvoir vous accueillir ici pour ces débats, ces témoignages et ces rencontres.

Merci encore de votre engagement./.